

Fermetures et sanctions..ne laissons pas faire !

Sarkozy promettait un enseignement mieux adapté à chaque élève ! En réalité, pour économiser sur le dos des élèves et ne remplacer qu'un fonctionnaire sur 2 partant à la retraite, le gouvernement a supprimé 24 000 postes depuis 2008 et en annonce 16 000 pour 2010. Heureusement, l'an dernier, les luttes des parents et enseignants ont évité que les 3000 postes d'aide aux élèves en difficulté (Rased) ne soient aussi supprimés.

La réalité : Aujourd'hui, à Asnières, les classes ont un effectif élevé (28 élèves en moyenne) et l'aide aux élèves en difficulté dans les Rased, après suppression de 3 postes, se réduit à 8 personnes.

A Gennevilliers cette « aide ! » c'est la fermeture définitive de 4 postes pour 1 poste de psy créé. Le nombre global d'enseignants baisse : les 7 postes en surnombre sur la ville, destinés au soutien, sont supprimés. Pourtant l'effectif moyen (22,5 élèves par classe) est loin de répondre à la demande des chercheurs et des enseignants d'abaisser cette moyenne à 20.

Pour imposer ces mesures, on tente d'intimider les personnels. Ainsi à Asnières, 8 directeurs ont dû remplir un fichier très contesté « base élèves » sous peine d'être démis de leur fonction ! Ministère et administration voudraient mettre au pas toute la profession. Ils trouveront cette année encore en face d'eux des enseignants résolus à agir pour la défense du service public. Le NPA est à leurs côtés.



Casse de la Sécu

Aucun centre ne devait fermer, la direction de la CPAM 92 l'avait promis, des ministres l'avaient juré. Un nouveau devait ouvrir à Asnières à la place de celui fermé il y a plusieurs années et permettre l'accès des personnes handicapées car le centre situé à un étage, ne leur est pas accessible. Celui fermé à Gennevilliers n'est pas remplacé.

Poste, EDF, SNCF, Education nationale, Sarkozy et son gouvernement accélèrent la casse du service public. A la Sécu, c'est moins de remboursements avec les franchises médicales, la hausse du forfait hospitalier, les déremboursements de médicaments. Ceci au nom d'un soi-disant déficit, alors que les patrons sont exonérés de cotisations :

un vol de 260,6 milliards d'€ entre 1991 et 2008.

La consultation sur la poste le montre, les usagers ne sont pas d'accord. En se mobilisant tous ensemble on peut, on doit faire échec à ces mauvais coups

Qui sommes nous?

Habitant, travaillant ou militant dans le nord des Hauts-de-Seine, nous nous sommes regroupés dans un comité commun, décidés, au-delà de nos différences, à construire un nouveau parti anticapitaliste. La politique n'est pas une affaire de spécialistes et nous avons décidé de prendre nos affaires en main. Nous voulons rassembler ceux et celles qui, comme nous, pensent que nos besoins essentiels ne pourront jamais être satisfaits, si nous ne changeons pas le monde. Vous pouvez nous rencontrer sur les marchés le dimanche matin, de 11 heures à midi, aux 4 routes à Asnières, au village à Gennevilliers, au marché de Villeneuve, ou en écrivant à npara@free.fr